

ABONNEMENT

Saumur :
Un an . . . . . 30 fr.
Six mois . . . . . 16
Trois mois . . . . . 8
Poste :
Un an . . . . . 35 fr.
Six mois . . . . . 18
Trois mois . . . . . 10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste,
et chez tous les libraires.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . 20
Réclames, — . . . . . 30
Faits divers, — . . . . . 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées,
sauf restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.

Les articles communiqués
doivent être remis au bureau
du journal la veille de la repro-
duction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne
sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS,
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-
poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR, 31 MARS

Chute du Ministère

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

Vendredi 30 mars.

C'est aujourd'hui l'anniversaire du cruci-
fement de Jésus-Christ par les Juifs. Après
avoir rétabli des crédits destinés aux facultés
de théologie protestante, aux séminaires
protestants et israélites, la majorité républi-
caine a de nouveau supprimé le crédit affecté
à certains évêchés, en donnant à cette sup-
pression le caractère d'une manifestation
hostile au Concordat. A mort le Christ et
vive Barrabas !

Chose étrange, les républicains profes-
sent que les majorités seules ont des droits,
et ils traitent en parias trente millions de
catholiques français. L'argent du budget est
fourni par les catholiques pour les trois
quarts au moins, et ils refusent aux catholi-
ques ce qu'ils accordent aux minorités pro-
testantes et juives.

Goblet l'a dit : « Les catholiques ne sont
pas des citoyens comme les autres » ; la
République les classe dans une catégorie
inférieure à celle des juifs et des protes-
tants.

La Chambre a adopté quelques-unes des
modifications introduites par le Sénat dans
le budget général, et elle a rejeté les autres.
Voilà donc le budget obligé de retourner au
Luxembourg. Or il faut absolument qu'il
soit définitivement voté ce soir, si l'on
ne veut pas être obligé de recourir de nou-
veau à l'expédient des douzièmes provisoi-
res.

Evidemment la Chambre a calculé que la
menace des douzièmes forcerait le Sénat à la
soumission. A cette heure, elle attend la ca-
pitulation des Luxembourgais avec cette
quiétude que donne la certitude de la vic-
toire. Et il est, dans son sein, des énergumènes
qui demandent la suppression du
Sénat ! A quoi bon ?

Interpellation pour la Revision

M. Laguerre demande la mise en tête de
l'ordre du jour de la proposition de MM.
Michelin et Planteau tendant à la revision
des lois constitutionnelles.

M. Pelletan dit qu'il a déposé sur le bu-
reau de la Chambre un projet de revision
des lois constitutionnelles. En présence du
vieux esprit plébiscitaire qui se réveille, il est
urgent de dégager le régime républicain des
vices orléanistes qui le déconsidèrent.

M. Jolibois rappelle qu'il avait déposé
une demande de revision inspirée par la
pensée de l'appel au peuple et M. Pelletan a
voté contre l'urgence de cette proposition
aussi bien que contre celle de MM. Michelin
et Planteau.

Après M. Jolibois, M. de Baudry-d'Asson

prend la parole pour faire une déclaration.
Il demande nettement la nomination
d'une Constituante. (Très bien ! à droite),
car il s'agit de remplacer la Constitution ac-
tuelle par une Constitution conforme aux
traditions, au tempérament et aux intérêts
du pays.

Il s'agit de débarrasser la France de cette
République néfaste qui la ruine et la désho-
nore. (Bravos prolongés à droite.)

Invité par le président à retirer ces pa-
roles, M. de Baudry-d'Asson dit que sa
conscience ne le lui permet pas.

Il est rappelé à l'ordre.
Le vaillant député de la Droite termine en
disant :

« Convaincu que le pays ne peut être
sauvé que par la Royauté légitime, je vote-
rai la revision au vieux cri vendéen de :

» VIVE LA FRANCE PAR LA MONARCHIE ! »

M. Pelletan demande l'urgence pour la
proposition de revision constitutionnelle.

M. Viette dénonce les paroles séditieuses,
le manifeste séditieux porté à la tribune.
(Vives protestations à droite. — Applaudis-
sements à gauche.)

Il engage ensuite la Chambre à ne pas
statuer avant l'arrivée du président du Con-
seil, absent en ce moment.

M. Jolibois dit qu'il ne prend pas pour
loi les paroles du ministre de l'agriculture.

Il ne pourrait d'ailleurs les accepter ven-
nant des hommes qui ont baïllonné la France
et fait une révolution en face de l'ennemi.
(Aplaudissements.)

M. Brisson monte à la tribune au bruit
des applaudissements.

L'une voix indignée il évoque les souve-
nirs du Deux-Décembre.

Il ne saurait permettre à un bonapartiste
de dire que c'est la République qui a baïl-
lonné la France. (Triple salve d'applaudis-
sements à gauche.)

M. Brisson supplie les républicains de
repousser soit l'urgence, soit la mise à l'or-
dre du jour de la proposition revisionniste.

M. Clémenceau s'associe aux protesta-
tions de M. Brisson, mais il combat ses con-
clusions.

Il faut sortir de l'oligarchie qui a réduit
la République à l'anarchie et à l'impuis-
sance.

Il faut s'adresser au pays.

M. Jolibois, répondant à une allégation
de M. Clémenceau, s'attache à démontrer
que les plébiscites bonapartistes sont des
procédés de consultation populaire très
honnêtes.

M. Rouvier ne veut pas laisser dire que
la Constitution actuelle a donné à ce pays le
trouble et le désordre.

La question de confiance sur la
déclaration d'urgence concernant
la proposition de revision consti-
tutionnelle de M. C. Pelletan, est
mise aux voix.

L'urgence a été votée par 268
voix contre 237.

Le ministère est renversé.

A bas Carnot !

On lit dans la Cocarde :

« A bas Carnot ! »

» Ce cri a été poussé hier à Paris.

» La Liberté, qui est parlementaire et qui
couve Carnot avec la sollicitude d'une serine
pour ses œufs, a entendu crier : A bas
Carnot !

» C'est au quartier Latin, parmi les étu-

dians, que pour la première fois, publique-
ment, le ridicule petit malfaisant qui doit sa
place à Boulanger a été traité comme il le
mérite !

» A bas Carnot ! On a commencé à le dire
hier ; on n'a pas fini. Il l'entendra encore
plus d'une fois, ce cri d'indignation légitime
contre lui, le courtisane de Bismarck, qui est
aujourd'hui la plus haute et la plus sincère
expression du régime parlementaire !

« A bas Carnot ! » Bravo les étudiants qui
l'ont crié pour la première fois, car si l'IM-
BÉCILE que vous avez hué avait eu pour un
centime de patriotisme, l'Allemagne n'ap-
plaudirait pas aujourd'hui à notre état-ma-
jor décapité et à notre armée démoralisée
par le renvoi du meilleur de ses chefs. »

GUERRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Carnot n'aura décidément pas joui
d'une bien longue lune de miel. On com-
mence à l'attaquer avec une violence qui doit
lui inspirer des inquiétudes. La Lanterne lui
dit aujourd'hui :

« En moins de quatre mois de prési-
dence, M. Carnot a réussi à désorganiser le
parti républicain dont l'union s'était faite
au 3 décembre dernier sur son nom, à faire
l'anarchie gouvernementale et à créer la si-
tuation la plus critique qui se soit vue de-
puis longtemps.

» Voilà de quel prix M. Carnot a payé
sa dette aux républicains qui, malgré l'in-
suffisance de ses titres, l'ont élevé au poste
supérieur.

» Une présidence Mac-Mahon aurait fait
moins de mal. »

A TABLE

M. Boulanger déjeune chez M. Mayer,
de la Lanterne, dîne chez M. Laguerre et
soupe chez M. Rochefort, de l'Intransigeant.
Les journaux des amphitryons ne nous
donnent pas le menu gastronomique de ces
agapes, cela fait honneur à leur discrétion,
mais ils nous en offrent tout au long le
menu politique.

20 Feuilleton de l'Écho Saumurois.

LA FIN D'UN ROMAN

SUITE DE
L'Institutrice à Berlin

PAR M<sup>lle</sup> MARIE MARÉCHAL.

Elle commença par prendre connaissance de la
lettre, la lut et la relut trois ou quatre fois pour
être bien sûre de son contenu, la remit à sa place,
puis aussitôt, le repas fini, s'en alla faire son rap-
port à la nouvelle baronne d'Osterwald.

Et voilà comment Raoul n'ayant pu pénétrer à
l'hôtel de Kastow dut attendre la lettre anoncée
de Strasbourg, pour savoir à quoi s'en tenir sur
l'existence future de sa sœur.

C'était bien à Strasbourg, en effet, qu'allaient
se rendre en grande pompe le baron d'Osterwald
et sa nouvelle famille.
Ce gros petit homme, dont les yeux à fleur de
tête monnés de leurs lunettes d'or ne voyaient pas
plus loin que le bout de son nez, avait sa cepen-
dant conquis une place à part dans les régions
officielles ; il possédait d'ailleurs un beau nom,
une grande fortune, et, tout cela aidant, l'empereur
l'avait choisi pour remplacer le premier directeur
du cercle d'Alsace-Lorraine, qui n'avait pas su
réussir dans ces importantes fonctions.

Quand le baron eut vent pour la première fois de
sa nomination possible, il jugea, non sans raison,
qu'une femme telle que la comtesse de Gastein
pouvait lui être un auxiliaire utile dans le poste
qu'il allait remplir.

Là, en effet, il ne s'agissait pas de conquérir
des sympathies, but qu'elle n'aurait jamais atteint,
mais de gouverner une nation nouvelle, de l'as-
servir, de la réduire par tous les moyens possibles.

Qui pouvait mieux suffire à cette tâche que
l'Égérie qu'il s'était choisie ?

Il offrit donc sa main, sa fortune, son nom et
peut-être son cœur, — s'il en avait un — ce dont
nous nous permettons de douter.

M<sup>lle</sup> de Gastein connaissait trop bien ses intérêts
pour refuser une offre pareille.

Elle accepta le nom et la fortune, sans se sou-
cier du cœur, pensant, comme nous, qu'il n'y en
avait peut-être pas.

Ambitieuse autant que cupide, la haute position
où elle allait pouvoir exercer ses goûts de domi-
nation tyrannique la charma par-dessus tout.

Bettina et Wilhelmine, instruites à l'école de
leur mère, pâles reflets de sa nature, trouvèrent
tout bénéfice pour elle dans cette alliance inat-
tendue.

— Soyez tranquilles, mes chères petites, il
ajoutera à votre dot.

Seule, Frida pouvait mettre obstacle aux projets

de sa mère, non pas les faire échouer. Dieu merci,
M<sup>lle</sup> de Gastein se sentait de force à briser cette
résistance enfantine, mais elle pouvait contrecar-
rer lesdits projets, troubler en un mot la marche
ascendante des choses par ses mutineries, ses
petites révoltes, ses propos d'enfant terrible.

Ce furent ces considérations qui prolongèrent
l'exil de Frida à Méran, exil qu'elle préférât à la
maison maternelle.

Quand elle revint, le tour était joué, comme
disait Schwartz, dans son pittoresque langage.

CHAPITRE XVII

En route ! Le beau voyage ! On n'ira pas tout
droit à Strasbourg par les voies rapides, mais par
le chemin des écoliers. C'est d'ailleurs un voyage
de noces.

Le baron d'Osterwald sait bien qu'une fois
arrivé à son poste, il ne pourra plus le quitter de
longtemps. Il veut donner à sa femme et surtout
à ses belles-filles sînées, dont il a conquis les
bonnes grâces, le plaisir d'une tournée dans le
nord de l'Allemagne pour finir par le voyage des
bords du Rhin.

Le baron d'Osterwald a bien fait les choses. On
mène en route un train presque princier : wago-
n-lit, wagons-salon, rien n'y manque.

Des télégrammes sont envoyés d'hôtel en hôtel
pour retenir des appartements dignes du nouveau

directeur d'Alsace-Lorraine.

Giselle ne profite guère de ces magnificences.
La baronne qui s'entend aux économies au milieu
de son nouveau luxe, l'a reléguée dans un wagon
de seconde classe où la jeune fille doit subir non-
seulement la société des femmes de service de la
maison, mais le contact odieux de Dorothée qui
cherche à se rendre aussi impertinente qu'elle
peut.

Certes, elle est riche en inventions de ce genre,
mais la plupart de ses traits grossiers viennent
s'émeusser contre la dignité tranquille de Giselle.
Dorothée enrage de sentir l'institutrice si fort au-
dessus de ses atteintes. Malgré la situation infé-
rieure qu'on a voulu lui imposer, la Française se
fait une place à part dans ce monde subalterne.

A la première station où Giselle est descendue
prendre l'air, Dorothée s'est mise à la tête d'un
complot ayant pour but de priver de son coin
l'objet de sa haine, mais une lingère de la maison,
Polonaise de naissance, a déclaré qu'il était hon-
teux de se montrer si malhonnête et si cruelle
envers une personne qui ne leur avait jamais fait
aucun mal, que pour elle, elle avait été élevée
dans l'amour des Français par son grand-père
qui avait servi Napoléon 1<sup>er</sup> ; qu'en tout cas, les
Polonais valaient bien les Allemands et surtout
les Prussiens, qu'enfin elle était décidée à offrir
son coin à M<sup>lle</sup> Duparc si on la privait de celu





